

Fétiche, tabou, falsification : comment les savoirs sont rendus indisponibles ?

Hugo Bailly^{1,2}, Denis Dupré^{3,4}, Thierry Ribault⁵, Paul Valcke¹, Sophie Wahnich^{3,6}

- (1) Environmental Justice Program, Georgetown
- (2) Centre d'économie de la Sorbonne
- (3) Équipe STEEP, INRIA / LJK
- (4) CERAG, Université Grenoble Alpes
- (5) Laboratoire CLERSE, Université de Lille
- (6) Laboratoire PACTE, Université Grenoble Alpes

hugo.bailly@gmail.com, denis.dupre@inria.fr, thierry.ribault@univ-lille.fr,
paul.valcke@gmail.com, sophie.wahnich@inria.fr

Déclaration des auteurs

L'ordre des auteurs est alphabétique et ne correspond donc pas à la part de contribution.

1. Intervenants et thèmes privilégiés dans les échanges

1.1. Tabou, censure, scolastique, que devient la valeur "savoir"?

Sophie Wahnich, historienne et politiste, directrice de recherche CNRS en science politique, Pacte, UGA, sciences po, Steep, INRIA

1.2. L'incertitude de la modélisation et prise de décision

Paul Valke, Georgetown University, Chercheur postdoctoral chez Environmental Justice Program, Georgetown

Hugo Bailly, PHD Student, Centre d'économie de la Sorbonne / Georgetown Environmental Justice Program

1.3. La résilience : une technologie du consentement

Thierry Ribault, CLERSE (centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques), CNRS-Université de Lille

1.4. La pesée des violences en contexte d'effondrements : ce que peut faire la science pour une société autonome

Denis Dupré, Enseignant-chercheur en éthique, finance et écologie, Laboratoires CERAG, STEEP (INRIA) Site : [Crises et éthique de l'action](#), Université de Grenoble-Alpes

2. Résumé

Le savoir scientifique repose sur l'hypothèse d'un libre usage de la raison, ce qui suppose une idéalisation de sa force qui a été cependant entamée par l'hypothèse de l'inconscient. Cette dernière contre le fait religieux et contre les « savants qui font semblant » invite à une nouvelle quête de vérité. En ce sens un savoir émancipateur quels que soient les savoirs, des sciences dures aux sciences sociales et humaines, dans lesquelles sont incluses psychologies et philosophies, ne sont émancipateurs que s'ils sont dans cette quête de vérité.

Le protocole scientifique suppose d'éprouver toutes les hypothèses sans totem et sans

tabou, à ce titre là encore quelle que soit la science ou le savoir concernés. Cette quête de vérité suppose donc, loin des écoles plus ou moins dogmatiques, de penser par soi-même et d'exercer sa faculté de juger des hypothèses et des résultats qui peuvent en être attendus. Il n'y a pas de révolutions savantes, scientifiques, cognitives sans ce « penser par soi-même », ou encore « explorer par soi-même la dimension totémique ou tabouisée de ses hypothèses.

Ce qui pourrait apparaître comme des marottes (par exemple le marché chez les économistes, le refus de l'anachronisme chez les historiens) conduit cependant à amputer l'amplitude des hypothèses ce qui conduit ceux qui n'appartiennent pas aux arènes savantes à sentir que le compte n'y ait pas. Le complotisme, entre véritables erreurs et vérités tabouisées, ne peut que se nourrir des tabous de la science et de ses hypothèses tronquées qui visent plus souvent à satisfaire l'opinion de ceux qui gouvernent qu'à la recherche véritable de la vérité.

La censure se met à régner sur tout ce qui dérange non pas la vérité, mais l'ordre. Révolutionner nos savoirs en voulant relier sciences « dures » et sciences sociales et humaines suppose de réfléchir à ces empêchements fort solides de la réalisation d'une intelligence collective savante qui se doit de retrouver ses exigences, son éthique de responsabilité et son lien avec le processus démocratique effectif. (Sophie Wahnich)

Dans ce cadre le savoir scientifique doit également prendre en compte l'incertitude de la modélisation et donc de la prise de décision. (Paul Valke et Hugo Bailly dans une intervention écrite.) Comme l'étude des risques systémiques rend nécessaire le recours à des analyses prospectives. Ces recherches portant sur des événements n'ayant pas encore eu lieu et dont l'occurrence n'est pas garantie, la question de l'incertitude est centrale dans ces travaux, ainsi que dans la manière avec laquelle ceux-ci sont ressaisis dans le débat public.

L'incertitude se comprend ici dans un sens étendu, puisque les questions posées concernent aussi bien l'incertitude en tant qu'absence de connaissance, que le doute ou la prise en compte d'événements peu probables.

L'incertitude dans la démarche prospective peut être appréhendée par de la scénarisation ou de la modélisation. La scénarisation consiste à établir des récits non quantifiés décrivant les évolutions possibles d'un système. Cette démarche permet d'explorer en détail des enchaînements d'événements et de tenir compte d'un nombre très important de phénomènes. Elle ne permet toutefois pas de refléter avec précision l'interaction de certains mécanismes, puisqu'il est extrêmement difficile de connaître, en l'absence de quantification, la résultante de plusieurs phénomènes antagonistes. D'autre part, l'approche par scénarisation, du fait de sa formalisation limitée, rend difficile le débat et la controverse relative aux hypothèses fondamentales posées par l'auteur.

L'approche modélisée, quant à elle, permet de simuler les effets simultanés de plusieurs phénomènes, en tenant compte des actions et rétroactions de mécanismes antagonistes. Toutefois, la formalisation mathématique ne doit pas faire oublier les différentes sources d'incertitude, d'imprécision et d'erreurs associées à la construction des modèles.

Un des effets de l'incertitude peut être d'inciter à l'inaction. Alors que l'action d'anticipation, par exemple d'un risque, reflète une modalité de temps accéléré, associée à une action réalisée par avance et dans une échelle de temps courte, la promesse fait intervenir un temps plus long, grâce auquel l'action est reportée vers le futur. Dans ce cas, l'auteur du discours/de l'action cherche à convaincre qu'il y a encore du temps pour agir et qu'il agira à temps. Un autre mode d'inaction politique est celui de la non-décision, lorsque les politiques ne captent pas un problème social de façon à l'inscrire dans l'agenda des institutions du pouvoir. Enfin, il convient d'évoquer que les sphères politiques et économiques ne sont pas passives face à l'incertitude. Le doute scientifique peut être utilisé comme un instrument de politique ou de préservations d'intérêts privées allant jusqu'à être délibérément produits. Ainsi des entreprises pétrolières ont contribué à semer le doute sur les preuves scientifiques relatives au réchauffement climatique à partir de la fin des années 1980. C'est pourquoi des historiens et des sociologues étudient les processus de production de l'ignorance scientifique tout autant que celle des savoirs scientifiques ou de production de connaissances. La production d'articles contrefactuels produit parfois de fausses controverses remettant en question des savoirs assurés. Enfin l'inflation de rapports et d'informations produits par les agences d'expertises contribuent à brouiller la décision en installant le doute par l'expertise.

La question du fétiche a été analysée avec la notion de « résilience » (Thierry Ribault) très vite sortie de son champ d'application originel, la physique des matériaux, pour devenir le couteau suisse thérapeutique de la société industrielle. Il n'existe désormais plus aucune catastrophe, personnelle ou collective, dont les promoteurs de la résilience ne se saisissent en exhortant chacun à faire de sa destruction une source de reconstruction, et de son malheur une source de bonheur. Le désastre nucléaire de Fukushima n'y a pas échappé, même si l'idée de base des partisans de l'accommodation, selon qui être résilient signifie non seulement être capable de vivre malgré l'adversité et la souffrance, mais surtout être capable de vivre grâce à elles, de grandir et s'adapter par la perturbation et la rupture, et de faire acte de foi envers elles, est en réalité inapplicable dans le monde de la radioactivité, tout comme elle l'est sans doute dans nombre de situations d'exposition toxique ou de contamination. L'analyse critique des dites politiques de résilience prétendant répondre aux désastres du techno-capitalisme – de l'opération militaire « Résilience », pour mener « la guerre contre l'épidémie de covid-19 », à la loi « Climat et résilience » – permet de montrer comment elles s'inscrivent dans cette nouvelle religion d'État qu'est la résilience. Elle permet notamment de décentrer l'attention des causes des désastres vers leurs effets ; de se défocaliser de l'objectivité de la catastrophe vers

Fétiche, tabou, falsification

la subjectivisation de sa gestion et de sa narration ; d'accepter d'apprendre à vivre en se passant de connaissance, légitimant ainsi l'ignorance organisée ; de mettre sous le boisseau des affects supposés négatifs, notamment la peur et la colère, au profit d'une survalorisation des affects supposés positifs comme la solidarité et la responsabilité. La résilience n'est pas une notion détournée, mais un instrument de détournement.

Enfin la question des tabous a été analysée du côté du rôle de la violence dans une situation d'effondrement par Denis Dupré . Il est parti de quelques exemples en finance pour montrer les violences induites qui ne sont pas dans le champ d'étude de la théorie financière. Il a ainsi examiné le tabou de la violence dans nos sociétés hétéronomes et l'absence d'adaptabilité aux effondrements que cela induit. En effet en prenant appui sur le philosophe Cornelius Castoriadis, Denis Dupré a affirmé que nous ne sommes ni dans une dictature ni dans une démocratie, mais dans une oligarchie libérale. Libérale au sens où tant que la propriété privée et le marché ne sont pas remis en cause, toutes les libertés sociétales peuvent être étendues. Oligarchique au sens où seule une part restreinte de la population influence les décisions prises. Pour Castoriadis, cette société est, comme la plupart des sociétés traditionnelles, de type hétéronome : c'est-à-dire qu'elle reçoit de l'extérieur les lois qui gouvernent les populations qui la composent. En conséquence, notre société ne fabrique plus ses lois sans passer par le filtre des tabous mis en place à sa création. Les sociétés hétéronomes ont en effet fixé dans un moment créateur des tabous puissants qui empêchent toute remise en cause et tout questionnement radical qui n'émane pas du pouvoir lui-même.

La gestion de la violence par un Etat a été posée par Hobbes, qui trouve nécessaire et légitime de remettre à l'Etat un pouvoir de coercition sur l'individu. Cependant, dans un futur plus ou moins proche, des contraintes de plus en plus fortes vont porter sur la capacité de survie d'une part croissante de l'humanité. Il semble donc difficile d'imaginer ces effondrements sans les violences concomitantes : violences renforcées de l'Etat sur les citoyens, mais aussi violences entre Etats, violences entre groupes sociaux, violence entre individus, etc. Pour les Collapsologues ou les scientifiques des effondrements, dans tous les cadres de pensée, la question politique resurgit donc, mais cette question de violence reste la question qui dérange. Ceci est évident pour une science des effondrements qui reste à naître, car l'éventuelle légitimité de la violence reste soigneusement cantonnée aux sciences politiques et échappe largement aux autres domaines de la science. Or la violence est en fait l'objet principal de l'étude des effondrements. Une nouvelle science des effondrements devrait-elle alors aider à peser les violences entre différents scénarios ? Qui décide quels scénarios sont étudiés ? Même si la science permettait de choisir un scénario enviable, elle reste largement muette sur les conditions pour y arriver. Or, faire basculer la société d'un fonctionnement un autre nécessite de facto diverses formes de violences. Dans ce contexte, un tabou est largement partagé : certaines violences entre humains sont acceptables -et sont appelées réformes-, et d'autres sont inenvisageables et discréditées par le terme même qui sert à les caractériser : révolution. Nous essayerons de comprendre le pourquoi de ce tabou. Nous regarderons dans quelle mesure cette science en construction pourrait et devrait intégrer la possibilité d'insurrection si elle vise à être au service des citoyens.